

**Conseil économique et social**

Distr. générale
22 novembre 2016

Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2017

30 janvier-8 février et 21 février 2017

**Rapports quadriennaux pour la période 2012-2015
présentés par les organisations non gouvernementales
dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social, par l'intermédiaire du Secrétaire général
et en application de la résolution 1996/31***

Note du Secrétaire général**Additif****Table des matières**

	<i>Page</i>
1. African Canadian Legal Clinic	3
2. Drug Abuse Information Rehabilitation and Research Centre	4
3. International Council on Alcohol and Addictions	5
4. Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco	6
5. Japanese Association for the Right to Freedom of Speech	8
6. Japanese Organization for International Cooperation in Family Planning	9
7. Jeunesse Horizon	10
8. KARP	11
9. Kejibaus Youth Development Initiative	12
10. Kenya Alliance for the Advancement of Children	13
11. Kerman Raad	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition



12.	Kindernothilfe (Aide aux enfants dans le besoin).....	15
13.	Kosmos Associates	17
14.	Kuwait Association for the Basic Evaluators for Human Rights.....	18
15.	Kyung Hee University	19

1. African Canadian Legal Clinic

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

African Canadian Legal Clinic (ACLC) est une organisation d'intérêt public et de justice sociale qui prépare des cas de litiges types dans les domaines des droits de l'homme, de la discrimination et de l'égalité des droits.

Objectifs et mission de l'organisation

L'ACLC se propose de combattre la discrimination raciale systémique par la stratégie des causes types et surveille les avancées obtenues dans les domaines législatif, réglementaire, administratif et judiciaire pour l'élimination du racisme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Des représentants de l'ACLC ont effectivement pris contact avec les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies tels que le Conseil des droits de l'homme et son examen périodique universel, ses procédures spéciales et les organes conventionnels des droits de l'homme. En février 2012, l'ACLC a soumis au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD) un rapport officiel qui a permis d'obtenir une description plus complète de la situation des droits de l'homme au Canada, en particulier au sein de la communauté afro-canadienne. En juin 2015, elle a présenté un rapport sur l'application par le Gouvernement canadien du Pacte International relatif aux droits civils et politiques intitulé « Torts civils et politiques : fossé grandissant entre le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la vie des Afro-Canadiens » [traduction]. Elle a également préparé deux initiatives pour jeunes afin d'assurer des interventions en matière de justice et un appui communautaire aux Afro-Canadiens.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de l'ACLC ont assisté à la 114^{ème} session du Comité des droits de l'homme tenue du 29 juin au 24 juillet à Genève (Suisse) et qui a examiné le rapport du Canada, entre autres rapports de pays. Ils ont également participé aux réunions suivantes :

- La 80^{ème} session du CERD tenue à Genève (Suisse) du 13 février au 9 mars 2012;
- La 14^{ème} session du Groupe de travail [des Nations Unies] sur les personnes d'ascendance africaine (WGPAD) qui s'est tenue du 31 mars au 4 avril 2014 à Genève (Suisse); et
- Le lancement de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (2015-2024) au Siège de l'ONU à New York le 10 décembre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En mars 2013, l'ACLA a participé à l'examen périodique universel sur la situation au Canada. Dans ce contexte, il a rédigé un rapport mettant en évidence les incohérences du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux dans la mise en œuvre des principales recommandations du Comité des droits de l'enfant et du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

2. Drug Abuse Information Rehabilitation and Research Centre

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Drug Abuse Information Rehabilitation and Research Centre est engagé à la lutte contre les troubles psychiatriques, y compris la toxicomanie depuis 1983.

Objectifs et mission de l'organisation

L'Organisation a pour objectif la recherche dans le domaine des sciences médicales avec un accent tout particulier sur le contrôle et la prévention de l'abus des drogues, la réadaptation des toxicomanes et le traitement du VIH/sida. Elle s'efforce d'éduquer la population et de renforcer ses connaissances par le biais d'ateliers et de séminaires.

Changements à signaler

L'Organisation a récemment commencé à utiliser les médias numériques et les réseaux sociaux pour faire connaître les dangers de l'abus des drogues et promouvoir des modes de vie sains.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Organisation a lancé une campagne nationale en mars 2014 pour rassembler les faits concernant les drogues synthétiques, la méphédrone et ses effets. Elle a joué un rôle essentiel en appelant l'attention des pays sur les effets traumatiques de cette substance, en particulier chez les jeunes. Après d'intenses activités de plaidoyer menées auprès du *Narcotics Control Bureau India* (l'organe indien de contrôle des stupéfiants), elle a réussi à convaincre le Gouvernement indien à classer cette drogue dans la catégorie des substances psychotropes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À l'appui de l'objectif 6 des objectifs du Millénaire pour le développement et de la sensibilisation à l'abus des drogues, l'ACLC a mené des campagnes de sensibilisation à l'occasion de la Journée internationale de la lutte contre l'abus et le trafic de drogues en juin 2013 et 2015. En outre, elle a constitué 109 groupes de discussion sur la drogue et la sensibilisation à la prévention du VIH/sida en Inde, et 53 autres groupes de discussion sur la prévention et la lutte contre la toxicomanie au Bangladesh, en France, en Italie, en Espagne, en Thaïlande et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Il a désintoxiqué 251 toxicomanes et alcooliques dont 136 ont réussi à se réadapter.

3. International Council on Alcohol and Addictions

Statut consultatif spécial : 1972

Introduction

Basée en Suisse, *International Council on Alcohol and Addictions* est une organisation non gouvernementale indépendante qui se consacre à la prévention et à la réduction des effets néfastes des drogues addictives et des comportements de dépendance.

Objectifs et mission de l'organisation

L'Organisation a pour mission d'encourager l'échange d'informations entre les pouvoirs publics, les organismes privés et les organisations de la société civile. Elle s'efforce en outre de sensibiliser, d'autonomiser et d'informer les individus et les organisations dans l'intérêt de la santé publique, du bien-être social et individuel.

Changements à signaler

En septembre 2014, les membres de cette organisation ont approuvé à l'unanimité les modifications apportées à ses statuts et conditions d'adhésion avec le changement, par son Comité de gestion, des fonctions précédemment assumées par le Conseil d'administration.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Organisation a contribué au programme de développement de l'Organisation des Nations Unies Grâce à ses comités, réseau de membres et affiliations. En octobre 2015, elle a organisé deux séminaires en ligne, en coopération avec le *Center for Information on Health and Alcohol* et l'Université de Sao Paulo, au Brésil. Ces sessions ont abordé l'impact de l'utilisation du cannabis sur la santé et la société, ainsi que la mise à disposition des traitements de désaccoutumance au tabac fondés sur des données factuelles. Elle a également engagé des discussions avec d'autres organismes à but non lucratif afin d'associer l'*International Confederation of Alcohol, Tobacco and other Drug (ATOD) Research Associations* (États-Unis d'Amérique) et Portage (Canada) à l'élaboration des stratégies de lutte contre la toxicomanie et des interventions en milieu scolaire pour les programmes de traitement pour les élèves du secondaire.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Organisation contribue à la recherche des moyens pour l'élimination de la pauvreté, l'amélioration de la santé maternelle et la lutte contre le VIH/sida par à travers ses programmes. Elle s'est engagée à réduire le taux de grossesses non désirées parmi les consommateurs de drogues et d'alcool et à promouvoir des modes de vie sains.

4. Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

L'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco (IIMA) a son siège en Italie et mène des activités dans 95 pays.

Objectifs et mission de l'organisation

L'IIMA permet aux acteurs locaux, y compris les enfants et les jeunes, d'exprimer leurs opinions et promeut les meilleures pratiques dans le respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'IIMA a fourni aux experts des Nations Unies et aux États Membres des informations fiables sur le respect des droits de l'homme sur le terrain. Entre 2012 et 2013, il a organisé 10 stages de formation sur les mécanismes des droits de l'homme à l'intention de 47 défenseurs locaux des droits de l'homme et 42 jeunes volontaires provenant de 23 pays, dont le Brésil, le Costa Rica, Haïti, le Nicaragua, l'Inde et le Panama.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'IIMA a participé aux dix-neuvième, vingtième, vingt-troisième, vingt-cinquième, vingt-septième et vingt-huitième sessions du Conseil des droits de l'homme, à Genève. Il a également participé à diverses réunions du Comité des droits de l'enfant, du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, du Comité contre la torture, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, du Comité

pour les travailleurs migrants et du Comité des droits de l'homme. En outre, il a présenté plus de 50 déclarations écrites et orales ainsi que 23 observations écrites sur l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme concernant le Japon et le Nicaragua, et organisé quatre manifestations parallèles pendant les sessions de la Commission de la condition de la femme convoquées entre 2012 et 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'IIMA a collaboré avec plusieurs organismes des Nations Unies, notamment :

- Le Programme alimentaire mondial (PAM) pour apporter un soutien nutritionnel à 60 enfants de Madagascar;
- Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM); le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) pour réaliser des projets de développement et d'éducation en Tanzanie; et
- Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) pour aider plus de 2 000 victimes au Bénin.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IIMA a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans 95 pays comme suit :

Objectif 1 : Assistance à plus de 380 000 personnes pour l'accès à des projets de microcrédit, des programmes ou des moyens de subsistance agricoles et des produits alimentaires;

Objectif 2 : Appui à l'enseignement primaire de plus de 780 000 élèves grâce à des fournitures scolaires et à une aide financière;

Objectif 3 : Organisation d'activités visant à autonomiser plus de 140 000 femmes;

Objectif 4 : Assistance à plus de 400 000 patients par des vices de santé pour réduire la mortalité infantile, y compris un accès rapide aux vaccins;

Objectifs 5 et 6 : Participation à des programmes de soins de santé au bénéfice de plus de 200 000 personnes, y compris l'offre de cours de préparation à l'accouchement;

Objectif 7 : Construction de 624 circuits d'approvisionnement en eau, 371 installations sanitaires dans les zones rurales et participation à la plantation de 16 050 arbres et arbustes; et

Objectif 8 : Facilitation de partenariats mondiaux pour le développement en dispensant à plus de 420 000 bénéficiaires une formation en droits de l'homme, paix et réconciliation.

5. Japanese Association for the Right to Freedom of Speech

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Japanese Association for the Right to Freedom of Speech recherche la paix en plaidant pour les droits de l'homme au Japon.

Objectifs et mission

Japanese Association for the Right to Freedom of Speech recherche l'instauration de la paix par la promotion des droits fondamentaux universels, en particulier le droit à la liberté d'expression garanti par l'Article 19 de la Constitution japonaise, ainsi que l'Article 9 qui proscrit le recours à la guerre comme moyen de résolution des conflits.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Organisation contribue aux travaux de l'ONU, en particulier ceux du Comité des droits de l'homme, en surveillant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et en plaidant auprès du Gouvernement japonais pour l'application de l'Article 19 dans le pays.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Japanese Association for the Right to Freedom of Speech a participé à la Conférence [ministérielle] mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, tenue à Tohoku (Japon) ainsi qu'à la Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe tenue à Sendai (Japon) du 14 au 18 mars 2015. Elle a activement suivi les travaux du Conseil des droits de l'homme et contribué à l'examen périodique universel sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels lors des deuxième, troisième et sixième rapports périodiques du Japon entre 2012 et 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En novembre 2012, elle a collaboré avec l'ancien Rapporteur spécial des droits de l'homme lors d'une mission d'enquête menée au Japon.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

6. Japanese Organization for International Cooperation in Family Planning

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Japanese Organization for International Cooperation in Family Planning a été créée en 1968 pour promouvoir la recherche des solutions aux problèmes liés à la population, à l'autonomisation des femmes et au développement communautaire.

Objectifs et mission

L'organisation entend contribuer à l'avènement d'une société où chacun réaliserait tout son potentiel. Elle cherche plus précisément à doter les femmes dans les pays en développement des moyens de faire leurs propres choix en matière de santé sexuelle et génésique et des droits y afférents en garantissant leur accès à des services de qualité et à une information complète.

Changements à signaler

L'Organisation a apporté des modifications mineures à ses statuts.

Contribution à des activités des Nations Unies

Dans le cadre du réseau de la société civile du G7, l'Organisation a joué un rôle de premier plan en dynamisant les activités des organisations de la société civile japonaise dans le domaine de la santé pour la consolidation des progrès réalisés sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement et l'intégration des questions de développement de la santé dans les objectifs de développement durable (ODD).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Organisation a participé aux grandes conférences, y compris les quarante-cinquième et quarante-septièmes sessions de la Commission de la population et du développement tenues en 2012 et 2014. Elle a également pris part

- À la manifestation spéciale vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement organisée par le Président de l'Assemblée générale le 25 septembre 2013 à New York; et
- À la Session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la suite à donner au « Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement après 2014 » organisée par le Département des affaires économiques et sociales (DAES) à New York le 22 septembre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Organisation collabore régulièrement avec le FNUAP pour organiser des ateliers et des séminaires sur la santé sexuelle et génésique et des droits y afférents pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et l'accès universel à des soins de santé génésique. L'Organisation aide également les ONG locales des pays en développement à promouvoir la prestation des services de santé

génésique et des droits y afférents en consultation avec les bureaux de pays des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Organisation a contribué à la réalisation des objectifs 4 et 5 des Objectifs du Millénaire pour le développement grâce à la mise en œuvre de projets communautaires, la construction d'établissements de santé et un appui financier et technique à la santé sexuelle et génésique et des droits y afférents au Bangladesh, au Cambodge, en Mongolie, au Myanmar, au Népal, en Tanzanie, en République socialiste du Viet Nam et en Zambie, entre autres. Elle a également mis en œuvre la prévention de la transmission mère-enfant (PTME) au Ghana, un projet visant à encourager l'accès des filles à l'enseignement primaire en Afghanistan et une initiative de communication pour le développement au Timor oriental.

7. Jeunesse Horizon

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Jeunesse Horizon (JH) est une organisation non-gouvernementale laïque et à but non lucratif qui se consacre à promouvoir la défense des droits de l'enfant et du jeune au Cameroun.

Objectifs et mission

L'Organisation s'est imposée comme une structure de rassemblement qui suscite l'engagement des jeunes dans la défense de leurs droits. Plus spécifiquement, l'organisation a pour but de créer des conditions favorables à l'épanouissement des jeunes et de promouvoir le développement harmonieux et durable des jeunes venant des milieux défavorisés.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, elle a participé aux préparatifs du Sommet mondial des sociétés de l'information (SMSI) organisé conjointement par l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). En 2012 et 2013, l'organisation a envoyé des communications écrites à deux débats de haut niveau du Conseil économique et social (ECOSOC) qui se sont tenus du 2 au 27 juillet 2012 à New York et du 1^{er} au 26 juillet 2013 à Genève (Suisse). Elle a également soumis des déclarations écrites aux 51^{ème} et 52^{ème} sessions de la Commission du développement social, tenues à New York du 6 au 13 février 2013 et du 11 au 21 février 2014 respectivement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'association a célébré la Journée internationale des droits de l'homme le 10 décembre de chaque année en partenariat avec le Centre d'Information des Nations Unies (CINU). Pour commémorer la Journée internationale des veuves le 23 juin de chaque année, elle a organisé des sessions éducatives pour sensibiliser sur la situation des veuves au Cameroun.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

En appui des objectifs du Millénaire pour le développement, le JH a offert l'assistance scolaire à des enfants, notamment en ce qui concerne l'inscription. En collaboration avec l'Association Enfants Jeunes et Avenir, elle a organisé une campagne de lutte contre le VIH/sida et de dépistage volontaire pendant les manifestations marquant la Journée mondiale de lutte contre le sida en 2014.

8. KARP**Statut consultatif spécial : 2012****Introduction**

Créé en 2002, KARP est une organisation à but non lucratif qui œuvre pour les intérêts et le bien-être des personnes âgées de 50 ans et plus en République de Corée.

Objectifs et mission

L'objectif principal de KARP est d'aider les personnes âgées, défendre leurs intérêts en adaptant leur mode de vie à leur vieillissement et assurer un échange d'informations sur les questions du vieillissement, de législation et de réglementation et les questions qui touchent à la qualité de leur vie.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

KARP a créé le projet « Young Old United » comme mouvement social dans l'action pour la coexistence des jeunes et des personnes âgées dans la société. En outre, elle a été un remarquable catalyseur dans la promotion des coopératives dans le pays, action essentielle à la stimulation de l'économie. Attribuée en partie aux efforts du KARP, l'explosion du nombre de coopératives a permis de dépasser 9 350 à la fin de 2015. KARP a activement plaidé auprès de son Gouvernement afin que celui-ci proclame le 20 mars Journée internationale du bonheur, à la suite de l'adoption de la résolution [66/281](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies le 12 juillet 2012.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants du KARP assistent régulièrement aux séances d'informations hebdomadaires organisées par le Département de l'information au Siège de l'ONU à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

KARP a réalisé la traduction des ouvrages sur le vieillissement, en collaboration avec l'OMS, y compris « The age friendly City Guide ». Elle a également participé à plusieurs réunions de l'UNESCO en 2012 et de l'Organisation internationale du Travail (OIT) en 2014 sur les questions relevant de sa compétence.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

KARP participe régulièrement à un programme radiophonique national organisé par la Korean Broadcasting System (KBS) sur la dynamique du vieillissement qui a retenu l'attention des millions d'auditeurs. Elle a également fait campagne auprès des représentants du Gouvernement pour l'adoption de ses programmes dans les écoles du pays.

9. Kejibaus Youth Development Initiative**Statut consultatif spécial : 2012****Introduction**

Basée au Nigéria, *Kejibaus Youth Development Initiative* s'emploie à promouvoir les intérêts de la jeunesse et l'environnement.

Objectifs et mission

Kejibaus se propose d'exploiter le potentiel des jeunes pour les amener à contribuer de façon positive à la société. Elle plaide également pour une meilleure compréhension de l'appui à la viabilité environnementale.

Changements à signaler

L'organisation a officiellement changé d'appellation pour devenir *Kejibaus Youth Development Initiative*. Elle a élu deux administrateurs et un secrétaire. Depuis 2013, elle exécute des projets liés à l'environnement au Swaziland.

Contribution à des activités des Nations Unies

Kejibaus a contribué aux travaux de l'ONU en appuyant pleinement la réalisation des OMD, en promouvant le droit à l'enseignement gratuit pour tous les enfants et en encourageant les jeunes à mener des activités leur procurant des moyens de subsistance. En collaboration avec les autorités sanitaires locales, elle a organisé des cours de formation dans des régions reculées pour sensibiliser la population à certaines maladies et aux mesures de précaution à prendre.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Kejibaus a participé à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme organisée du 4 au 15 mars 2013 et à la cinquante-deuxième session de la Commission du développement social tenue du 11 au 21 février 2014, au Siège de l'ONU à New York. Elle a aussi pris part à la Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe tenue à Tohoku (Japon) ainsi qu'à la Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe qui s'est déroulée à Sendai (Japon) du 14 au 18 mars 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pour contribuer à la réalisation des OMD, Kejibaus a appuyé des programmes d'éducation en offrant des fournitures scolaires aux établissements situés dans des zones reculées. Il a également lancé l'initiative « Environmentally friendly Group », plateforme permettant aux élèves de l'enseignement secondaire de débattre des aspects pratiques de l'environnement et des questions climatiques.

10. Kenya Alliance for the Advancement of Children

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Kenya Alliance for the Advancement of Children (KAAC) surveille la mise en œuvre et le non-respect des principes de la Convention relative aux droits de l'enfant depuis 1988 et compte actuellement 118 membres.

Objectifs et mission

KAAC œuvre pour l'avènement d'une société qui défend les droits des enfants et des jeunes, et préconise la réalisation des droits et des responsabilités de ces segments de la société.

Changements à signaler

KAAC a finalisé son plan stratégique quinquennal 2011-2015 et a élaboré un nouveau plan couvrant la période 2016-2020.

Contribution à des activités des Nations Unies

KAAC a coordonné la participation des organisations de la société civile kenyane au 71ème Groupe de travail d'avant-session de la Convention relative aux droits de l'enfant organisé, entre le 8 et le 12 juin 2015. Elle a également contribué à la préparation des troisième, quatrième et cinquième rapports périodiques des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant. Elle a aussi pris part à une convention régionale organisée à Arusha (République-Unie de Tanzanie) sur le renforcement des capacités, la justice économique et l'investissement dans les enfants, entre autres sujets.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Elle a participé à la cinquantième session du Comité contre la torture tenue à Genève (Suisse), du 6 au 31 mai 2013, ainsi qu'à la troisième Conférence annuelle sur le travail des enfants organisée à Brasilia (Brésil), du 8 au 10 octobre 2013. Ses représentants ont également participé à la vingt-cinquième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme tenue à Genève (Suisse) du 3 au 28 mars 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2013 et 2015, KAAC a collaboré avec le bureau UNICEF du Kenya pour préparer le rapport supplémentaire des organisations de la société civile en ce qui concerne les rapports périodiques des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

KAAC a facilité la participation d'enfants à des manifestations internationales, notamment la Journée mondiale des orphelins, la Journée mondiale contre le travail des enfants et la Journée de l'enfant africain. Entre autres activités, elle a appuyé les objectifs du Millénaire pour le développement en payant les frais de scolarité des enfants défavorisés; en organisant des sessions de renforcement des capacités pour les enseignants sur les questions de gouvernance affectant les enfants; et en facilitant la mise en place de mécanismes garantissant des actions communautaires visant à prévenir la maltraitance des enfants.

11. Kerman Raad**Statut consultatif spécial : 2012****Introduction**

Kerman Raad est une organisation non gouvernementale à but non lucratif créée en 2004 en Iran.

Objectifs et mission

Kerman Raad se propose de développer les capacités des enfants âgés de 7 ans et plus souffrant d'un handicap physique en vue de renforcer la confiance en soi; fournir des services d'assistance et de santé aux stagiaires; et prévenir les handicaps, par le biais des services de soins de santé complets pour les diagnostics prénataux et post-partum.

Changements à signaler

Kerman Raad agrandit son siège en construisant des infrastructures supplémentaires pour mener des activités en matière d'éducation et de formation professionnelle.

Contribution à des activités des Nations Unies

Cette organisation dispense gratuitement des formations techniques et professionnelles aux membres de la communauté dans divers domaines, notamment

la création des mosaïques, la fabrication des fleurs, l'artisanat traditionnel, la broderie et le tissage de tapis. Les étudiants reçoivent un certificat ou un diplôme attestant de leurs qualifications dans ces domaines. Elle offre également des formations visant pour la promotion d'une qualité de vie saine et à l'intention des enfants handicapés, des femmes enceintes à risque et des personnes souffrant de maladies infectieuses et métaboliques.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

12. Kindernothilfe (Aide aux enfants dans le besoin)

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Kindernothilfe (Aide aux enfants dans le besoin) est une ONG fondée en République fédérale d'Allemagne en 1959. Elle travaille en partenariat avec les organisations locales pour promouvoir les droits de l'enfant dans 31 pays en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe orientale.

Objectifs et mission

Kindernothilfe envisage un monde dans lequel les enfants et les jeunes vivent une vie digne, cultivent leurs talents et s'engagent dans des projets de développement communautaire. Ses initiatives ont atteint plus de 1,8 millions d'enfants à travers le monde.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Suite à la ratification du Troisième protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant (Troisième protocole facultatif) par un nombre croissant d'États, Kindernothilfe a cherché à réaliser des études sur le contexte juridique et les scénarios potentiels de son application en Allemagne.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En décembre 2012, Kindernothilfe a fait des observations concernant le projet de rapport de l'Allemagne sur l'examen périodique universel. Elle a également coorganisé une table ronde sur le sort des enfants en temps de conflit armé à la

Mission permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève (Suisse). En outre, elle a représenté l'Association des ONG allemandes pour le développement (VENRO) lors de la Troisième Conférence mondiale sur le travail des enfants organisée par l'OIT et le Gouvernement brésilien à Brasilia du 8 au 10 octobre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En novembre 2014, Kindernothilfe a organisé une conférence régionale regroupant un panel d'experts de l'ONU sur le Protocole facultatif à Addis-Abeba (Éthiopie) en vue d'accroître le nombre de ratifications du protocole en Afrique. En janvier 2015, elle a présenté ses observations sur le rapport de synthèse du Secrétaire général intitulé « La dignité pour tous d'ici à 2030 : éliminer la pauvreté, transformer nos vies et protéger la planète ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Kindernothilfe a fortement appuyé la réalisation des objectifs de développement durable et organisé une campagne visant à faire de l'éducation de la petite enfance un aspect important du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En outre, à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement, elle a organisé les activités suivantes :

- Objectif 1 : Exécution de 44 projets (8 en Asie, 24 en Afrique et 12 en Amérique latine) pour améliorer la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau;
- Objectif 2 : Exécution de 608 projets (417 en Asie, 93 en Afrique, 97 en Amérique latine et 1 en Europe) sur l'enseignement primaire et la formation professionnelle;
- Objectif 3 : Exécution de 146 projets (81 en Asie, 37 en Afrique et 28 en Amérique latine) pour promouvoir l'autonomisation des femmes, le développement communautaire et les initiatives de microcrédit.
- Objectifs 4 et 5 : Exécution de 137 projets (64 en Asie, 34 en Afrique et 39 en Amérique latine) pour le lancement des programmes de réadaptation pour les personnes handicapées et les enfants traumatisés, et l'enseignement de l'hygiène;
- Objectif 6 : Exécution de 38 projets (14 en Asie, 23 en Afrique et 1 en Amérique latine) destinés à des programmes de prévention du VIH/sida et de soins aux orphelins du sida; et
- Objectif 7 : Exécution de 10 projets (2 en Asie, 6 en Afrique et 2 en Amérique latine) pour promouvoir la protection de l'environnement.

13. Kosmos Associates

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Kosmos Associates œuvre pour une vie harmonieuse dans le monde avec des initiatives dans plus de 40 pays.

Objectifs et mission

Ses principaux objectifs sont notamment l'éducation, l'inspiration et la mobilisation des citoyens du monde aux mesures en faveur de la paix et du bien-être de l'humanité et de la nature.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Kosmos Associates contribue aux travaux de l'ONU en menant des activités de sensibilisation par l'intermédiaire de son journal, son bulletin d'informations en ligne et les médias sociaux, de même que la diffusion de vidéos et la rédaction de rapports pour encourager la réflexion et inspirer l'action de la communauté sur la consolidation de la paix, le bien-être, les solutions alternatives en matière de gouvernance, le développement durable et la citoyenneté mondiale. Entre 2013 et 2015, ses représentants ont présenté des observations lors de 11 manifestations, dont la Conférence internationale sur la paix et la planète [traduction] convoquée à New York du 24 au 26 avril 2015. Kosmos Associates a également cofondé la *Global Alliance for Ministries and Infrastructures of Peace* et a continué de jouer son rôle de conseiller au cours de la période considérée.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Kosmos Associates a participé au Forum de haut niveau de l'Assemblée générale sur la culture de la paix et du Forum de haut niveau sur la consolidation de la paix et de la citoyenneté mondiale organisés le 6 septembre 2013 et le 9 septembre 2014, respectivement, et présenté des exposés sur des questions thématiques.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Kosmos Associates soutient environ 300 revues appelées « Kosmos Journals » complémentaires aux divers bureaux de l'ONU. Elle a également participé à des activités de plaidoyer qui ont abouti à l'adoption de la « Suite donnée à la Déclaration et au Programme d'action en faveur d'une culture de paix » ([A/70/L.24](#)) publiée à la 66ème séance plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies le 3 décembre 2015.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les travaux de Kosmos Associates englobent de nombreux services de sensibilisation sur les OMD par le biais de ses communications à travers les médias sociaux et des bulletins d'information accessibles à un million de lecteurs à travers le monde. Elle mène également des activités de sensibilisation sur les objectifs de développement durable (ODD) pour inspirer l'action communautaire et la sensibilisation à l'échelle mondiale.

14. Kuwait Association for the Basic Evaluators for Human Rights

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Créée en 2005, *Kuwait Association for the Basic Evaluators for Human Rights* (KABEHR) s'emploie à promouvoir les droits de l'homme par le biais de l'éducation, de la formation et de la loi en coopération avec le Gouvernement et les institutions de la société civile.

Objectifs et mission

La KABEHR poursuit les objectifs suivants : améliorer la compréhension des médias concernant les droits de l'homme et des libertés; contrôler et suivre les violations des droits de l'homme; veiller au respect des mécanismes des droits de l'homme; et promouvoir l'Islam comme religion de justice et d'équité.

Changements à signaler

La KABEHR a étendu sa coopération avec le Ministère des affaires étrangères en ce qui concerne la contribution à l'Examen périodique universel et au rapport sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Contribution à des activités des Nations Unies

La KABEHR organise souvent des séminaires et des conférences pour promouvoir les principes du Conseil économique et social et appuyer des activités au niveau local. En outre, elle établit des rapports annuels sur la situation des droits de l'homme et administre un centre d'information et de base de données qui rend compte des violations des droits de l'homme et des préoccupations y relatives.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2012, des représentants de la KABEHR ont participé à l'élaboration du rapport parallèle sur la mise en œuvre de la Convention relatives aux droits de l'enfant. L'Organisation a en outre pris part à un séminaire régional à l'occasion de la célébration de la Journée des droits de l'homme organisée par le réseau des médias d'Al Jazeera et l'UNESCO réunie le 17 décembre 2013 à Doha (Qatar). Elle a également contribué au rapport de la vingt- et- unième session de l'Examen périodique universel en janvier 2015. De plus, elle mène régulièrement des actions de sensibilisation au moyen de communiqués de presse, émissions de radio et de télévision et dans les médias sociaux, notamment lors des célébrations de la Journée

mondiale sans tabac, la Journée mondiale des réfugiés, la Journée mondiale de l'aide humanitaire, la Journée internationale des personnes handicapées, la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien et de la Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït, *Kuwait Association for the Basic Evaluators for Human Rights* a organisé des sessions de formation à l'intention des officiers de police dans la lutte contre la traite d'êtres humains. Au cours de la période considérée, elle a également étudié le rôle des organisations nationales et non gouvernementales de défense des droits de l'homme dans le contrôle du respect des droits des détenus dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord lors d'un événement organisé par le Centre de formation aux droits de l'homme des Nations Unies en Jordanie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La KABEHR a mené de multiples campagnes de sensibilisation et initiatives visant à conscientiser la population et à susciter leur intérêt sur les buts de l'Organisation des Nations Unies dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il s'agissait notamment d'une campagne de sensibilisation dans les médias pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, la diffusion d'une émission à la télévision nationale pour sensibiliser la population à l'importance des droits des femmes, et la publication d'une déclaration à la presse pour accroître la prise de conscience sur la Journée internationale de l'enfance.

15. Kyung Hee University

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Fondée en 1949, l'Université Kyung Hee (KHU) offre un système d'éducation complet allant de la maternelle au cycle de maîtrise. Elle comprend trois campus regroupant 24 établissements d'enseignement supérieur et 36 instituts de recherche.

Objectifs et mission

L'Université se propose de promouvoir la paix dans le monde, le bien-être de l'humanité et la compréhension internationale en s'engageant à sensibiliser les étudiants dans diverses spécialisations universitaires; mener des recherches dans les domaines universitaires; promouvoir la coopération internationale dans le domaine de l'enseignement supérieur avec des institutions étrangères; et de participer à la prestation des services pour contribuer au développement économique et social.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Université offre un programme d'été de portée mondiale qui propose des cours axés sur l'humanité, la civilisation, la paix, la gouvernance mondiale, la responsabilité sociale des entreprises et le développement durable. De 2012 à 2015, plus de 1 000 étudiants représentant 30 pays différents ainsi que 56 professeurs ont participé à ce programme. L'Université accueille aussi chaque année une conférence internationale pour célébrer la Journée internationale de la paix où sont présentées les activités de l'initiative ASPIRE (Action des étudiants pour promouvoir l'innovation et la réforme par l'éducation) de l'initiative Impact universitaire des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Université a accueilli la Deuxième conférence sur la responsabilité sociale des jeunes [traduction] en coopération avec le réseau du Pacte mondial des Nations Unies, les 3 et 4 juillet 2014 à Séoul (République de Corée). S'appuyant sur la Déclaration de Séoul adoptée lors de la Conférence internationale sur la responsabilité sociale des entreprises à l'échelle mondiale en 2011, cette Conférence a offert aux étudiants et enseignants une plateforme de partage de leurs attentes face à la responsabilité sociale des entreprises et la durabilité.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Université a contribué à l'élaboration du programme de maîtrise en coopération avec son *Graduate Institute of Peace Studies*, la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU) et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). Depuis 2012, l'Université a parrainé l'emploi de 329 étudiants dans divers organismes des Nations Unies et alloué environ 494 540 Dollars des États-Unis pour l'octroi de bourses. Conjointement avec la Commission nationale coréenne de l'UNESCO, l'Université a également coparrainé les services bénévoles d'étudiants dans divers pays.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement, au cours de la période considérée, l'Université a déployé plus de 186 étudiants pour dispenser des services d'éducation dans les écoles primaires et rénover les installations dans 15 pays y compris au Cambodge, en Indonésie, en Mongolie et en Ouzbékistan. Elle a en outre mené des actions de lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies en envoyant plus de 1 800 volontaires pour fournir des services médicaux dans des communautés rurales.